



Parti Communiste Révolutionnaire de France

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !



Rapport public du Comité central du PCRF sur la situation internationale - avril 2026 -

SOMMAIRE

1/ L'orientation stratégique de la bourgeoisie.....	1
- Les deux volets des plans des monopoles français : prendre la direction de l'UE, prendre une place de plus grande indépendance dans les contradictions impérialistes mondiales	1
- Economie de guerre et exploitation : le capital français et son complexe militaro-industriel.....	6
2/ Le développement de la contradiction USA et Chine et ses développements inégaux dans différentes régions du système impérialiste.....	8
- Les développements de la stratégie militaire et politique impérialiste d'un « nouveau Moyen-Orient » : Iran, Liban, Yémen, Palestine, Syrie.....	9
- En Amérique latine : le renouveau de la doctrine Monroe dans la confrontation entre les USA et la Chine.....	14
- L'Afrique et les dits Territoires d'Outre-mer, les monopoles français en lutte pour leur pré-carré.....	16
3/ Quelques enjeux du mouvement communiste international, travaux de notre commission internationale.....	18
- Quel internationalisme aujourd'hui ?.....	18

1) L'orientation stratégique de la bourgeoisie

Les vœux aux forces armées d'Emmanuel Macron pour l'année 2026, prononcées le 15 janvier 2026, permettent, par l'analyse continue de notre Parti Communiste Révolutionnaire de France jusqu'à aujourd'hui, de mettre à jour et de clarifier des axes stratégiques de la bourgeoisie française dans la période des luttes de classes à venir.

Nous vivons une période de crise généralisée de l'impérialisme et de l'intensification des contradictions inter-impérialistes. Cette crise et ces contradictions prennent source dans l'impérialisme, stade contemporain et suprême du capitalisme de monopoles. La crise du système impérialiste mondial est due à la continuation de la crise mondiale de 2008, à la chute continue du taux de profit, ainsi qu'à la crise de suraccumulation mondiale de 2020 lors de la pandémie de COVID : crises économiques, bouleversements géopolitiques, effondrement écologique et exacerbation des tensions inter-impérialistes sont les manifestations d'une crise globale de reproduction du capital international.

La structure du capitalisme français reste dans la continuité : champion pour la réception d'IDE (investissements direct étrangers) et champion pour l'exportation d'IDE. Dans l'industrie par exemple, **la France est la quatrième destination mondiale des investissements industriels sur la période 2021-2025, avec 139 milliards de dollars, soit un tiers des 468 milliards de dollars d'investissements étrangers réalisés au sein de l'Union européenne. Mais les monopoles français continuent d'investir davantage à l'étranger (166 milliards) et peu sur son marché domestique (47 milliards).** C'est ce qu'indique le baromètre mondial des investissements industriels réalisé par Trendeo et McKinsey & Company, et publié le 22 février 2026. En matière de montants investis (domestiques et reçus), *"la France a connu en 2025 un fort rebond, détaille le document, permettant à l'Union européenne de passer devant l'Inde"*.

Les vœux aux forces armées tout comme la propagande d'Etat, appareil de domination de la bourgeoisie française, n'ont de cesse d'insister sur le besoin de « souveraineté » de la France. Il s'agit de « *réduire la dépendance* » de la France à des monopoles et forces armées étrangères, ainsi qu'avoir « *la capacité de proposer aux Européens des offres et programmes militaires ou économiques stables* ». Cette propagande révèle le double processus dans lequel s'engagent nos monopoles, un processus à valeur stratégique dans la continuation des luttes de classes des années précédentes.

Les deux volets des plans des monopoles français : prendre la direction de l'UE, prendre une place de plus grande indépendance dans les contradictions impérialistes mondiales.

Il s'agit d'abord, au sein de l'Union européenne et du continent européen, d'intensifier les efforts afin de prendre la direction d'une capacité militaire et économique stratégiquement indépendante de l'Union européenne impérialiste. Cela signifie promouvoir des projets militaires et économiques propre à l'UE où nos monopoles prennent l'ascendant.

Rappelons que l'Europe est devenue la première région importatrice d'armes au monde au cours des cinq dernières années, conséquence directe de la guerre en Ukraine et de la montée des tensions avec la Russie. Selon les nouvelles données publiées lundi 9 mars 2026 par l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri), les pays européens ont plus que triplé leurs importations d'armes entre les périodes 2016-2020 et 2021-2025. Sur cette dernière période, l'Europe représente désormais 33% des importations mondiales d'armement, contre seulement 12% auparavant. L'UE est toujours première créancière des USA avec 13000 milliards d'euros d'actifs.

Parallèlement à l'augmentation des importations, l'industrie européenne de défense consolide sa place sur le marché mondial. Les exportations combinées des États membres de l'Union européenne ont progressé de 36%

entre les deux périodes étudiées. La France reste le deuxième exportateur mondial d'armes, avec 9,8% des exportations globales, derrière les États-Unis qui dominent largement le marché avec 42%. L'Allemagne s'est quant à elle hissé au quatrième rang mondial des exportateurs, représentant 5,7% des ventes d'armes sur la période 2021-2025. Une part importante de ses livraisons a été destinée à l'Ukraine : près d'un quart des exportations allemandes ont pris la forme d'aide militaire à Kiev. D'autres acteurs européens montent également en puissance. Les exportations italiennes d'armement ont ainsi bondi de 157% sur la période, propulsant le pays parmi les dix premiers fournisseurs mondiaux. Pour renforcer l'industrie de défense européenne, le Conseil d'analyse économique préconise de viser 35% d'achats d'armements en commun d'ici 2030.

La concurrence avec l'Allemagne pour cette place de direction de l'UE s'aiguise donc. Après le fonds spécial de 100 milliards d'euros (Sondervermögen) lancé 2022, Berlin ambitionne de porter son effort de défense à 3,5% de son PIB, soit un budget pour ses armées de 193 milliards d'euros en 2030 contre environ 120 milliards en 2025 : après le SCAF, c'est Iris2, un programme spatial européen, qui est remis en négociations par l'Allemagne avec l'UE et la France, signe de leur bras de fer.

Ces avancées tactiques pour nos monopoles au sein de l'UE nécessitent donc compromis et négociations, tout comme parfois percées et avancées. De multiples faits démontrent cette bataille multiforme des monopoles français. Eurenco va par exemple se développer en Pologne (L'Europe de l'Est étant une zone classique d'exploitation d'une main d'œuvre moins chère qu'en France) pour doper sa production de poudre et de charges d'artillerie. Encore récemment, fin décembre 2025, le ministère espagnol de la Défense a officialisé l'achat de 18 appareils de transport militaire C295 auprès d'Airbus. Ces avions, livrés entre 2026 et 2032, sont destinés à renouveler les flottes vieillissantes de l'armée de l'air, tout comme quatre contrats pour acquérir auprès d'Airbus Helicopters 100 hélicoptères (13 H135, 50 H145, 6 H175 et 31 NH90) livrés à partir de 2027.

Début janvier 2026, Varsovie a officialisé la construction de sa première centrale nucléaire à Lubiatowo, sur la côte nord de la Baltique. Dans cette décision très attendue, un détail compte énormément pour l'industrie européenne. Le réacteur sera américain, un AP1000, mais le cœur mécanique de la production électrique sera français. En règle générale, c'est l'ensemble de l'activité du secteur manufacturier français qui a connu depuis janvier sa plus forte augmentation en production depuis près de quatre ans, aidée par les projets d'augmentation des dépenses de défense et militaires en Europe.

Du côté militaire, la marine néerlandaise renonce aux torpilles américaines Mk 48 pour se procurer des F21 « Artémis » auprès de Naval Group, qui, avec ces contrats pour le porte-avions « France libre », a plus que doublé ses contrats en 2026 pour 19 milliards d'euros de commandes. Naval Group d'ailleurs se plaçant en bonne position dans l'ensemble des monopoles de l'armement en France, avec une augmentation de sa production de 40% en 2026. Il a engrangé pour plus de 13 milliards d'euros de commandes, principalement des missiles de défense aérienne Aster et les anti-missiles.

Au-delà de l'Union Européenne, la conquête de cette place de direction permet à notre bourgeoisie de devenir premier partenaire et donc concurrent également des grandes puissances capitalistes mondiales : la Chine et les USA en premier lieu. Il y a donc une dialectique entre la question de l'Union européenne pour la France et les contradictions plus larges à l'échelle mondiale.

Concernant l'ensemble de l'UE, on note le récent accord entre Washington, Bruxelles et Tokyo, qui ont conclu un partenariat stratégique mercredi 4 février 2026 pour sécuriser leurs approvisionnements respectifs en minéraux critiques, indispensables pour l'industrie, notamment dans les semi-conducteurs ou la défense. Ils cherchent à réduire leur dépendance à une Chine qui domine le marché mondial. Dévoilé le 3 décembre, le plan REsourceEU de la Commission européenne, prévoit quant à lui de recourir à des achats communs de matières premières et à la constitution de stocks. Il prévoit de mobiliser 3 milliards d'euros de financements à cet effet. On voit ici

comment deux accords, l'un interne à l'UE et l'autre usant de l'UE vers d'autres puissances sont interdépendants et permettent alliance comme maintien des positions propres des bourgeoisies de l'UE.

Le récent giga contrat entre la France et l'Inde en est un autre exemple, permettant de doubler les exportations de marchandises de l'UE vers l'Inde d'ici 2032, en supprimant ou en réduisant les droits de douane sur 96,6 % des exportations de marchandises de l'UE vers l'Inde. Au total, les réductions tarifaires permettront d'économiser environ 4 milliards d'euros par an en droits de douane sur les produits européens. Un tel accord permet à la France de se poser en concurrent direct de la Chine et des USA. On pense aussi au récent accord de libre-échange avec l'Australie pour sécuriser son approvisionnement en terres rares et favoriser des contrats pour l'industrie (notamment automobile).

On pense aussi aux capacités de négociations concernant le MERCOSUR, ou encore les nombreux investissements à valeur stratégique dans le monde ; et ce au Moyen-Orient (Syrie, Liban, Emirats-arabes Unis, Qatar en premier lieu), voire aux USA même et au Canada. Ainsi, dès le 8 janvier 2026, Samsung Heavy Industries a confirmé une commande de deux méthaniers de dernière génération à la France. Leur livraison est prévue entre le troisième trimestre 2028 et le premier trimestre 2029. Quelques jours plus tôt, Hanwha Ocean avait déjà annoncé la commande de sept méthaniers, pour le compte d'un armateur européen. Même choix technologique, même logique industrielle. Les livraisons s'échelonneront entre le quatrième trimestre 2027 et le quatrième trimestre 2029. Neuf navires, deux chantiers navals majeurs, une seule technologie embarquée, qui représente selon nos estimations (non confirmées par GTT) environ 90 millions d'euros de revenus pour le groupe français, sur la base d'un ordre de grandeur de 10 millions d'euros par navire pour la licence de confinement cryogénique.

Alstom a décroché, le 15 janvier 2026, un contrat de plus de 1,4 milliard d'euros pour fournir 70 rames de métro à la Commission des Transports de Toronto (TTC), au Canada. Le géant européen des transports peut déjà compter sur une solide base industrielle dans ce pays d'Amérique du Nord, mais compte encore s'y renforcer, notamment en créant 600 nouveaux emplois. En plus de contrat, c'est aussi 1 milliard au Portugal avec le plus grand contrat du Portugal jamais signé (et construction d'une usine), 1 milliard de contrats de maintenance en Ecosse et au Canada (premier en Amérique du nord pour la maintenance ferroviaire), 400 millions avec Houston pour la modernisation de la navette vers l'aéroport, 915 millions pour la première ligne de métro à Belgrade...

Concernant les transports, les monopoles français sont en bonne position. Le Français Artelia a été par exemple choisi pour préparer la future ligne à grande vitesse au Vietnam. Transdev, groupe français mais avec 66% d'actifs allemands et 33% de la Caisse des dépôts, double son bénéfice net et augmente son chiffre d'affaires en 2025. Une augmentation due à la "première ligne ferroviaire régionale exploitée par un opérateur privé" en France, et de nouveaux contrats aux Pays-Bas et aux Etats-Unis.

La question des transports maritimes est aussi une position importante des monopoles français. GTT par exemple, champion français du transport liquéfié par bateau a engrangé un chiffre d'affaires de plus de 30% en un an. Le chiffre d'affaires de Technip énergies (TEN) également a poursuivi sa hausse l'an dernier. Pour 2026, le groupe français, fort de son positionnement sur de grands projets de GNL, attend une forte remontée de ses prises de commandes. Il vient d'ailleurs d'annoncer un nouveau contrat dans le GNL qatari. Dans l'éolien flottant, les projets susceptibles d'atteindre la décision finale d'investissement restent en revanche très peu nombreux. Après avoir déjà été retenu pour les projets North Field East (NFE) et North Field South (NFS), c'est sur North Field West (NFW) que TEN vient d'être choisi par QatarEnergy. Il a communiqué, le 26 février, sur son chiffre d'affaires de 7,2 milliards d'euros en 2025, en hausse de 4,8 % par rapport à l'année précédente ; un niveau record depuis la création du groupe en 2021.

Dans le bâtiment, on notera qu'Eiffage se renforce en rachetant un leader français du froid industriel et gagne un contrat à 650 millions d'euros pour 17 kms en Norvège (avec nombreux tunnels et viaducs). Dans la métallurgie,

Valéo équipementier auto gagne un contrat majeur avec un constructeur mondial d'autos de luxe et 1 milliard de commandes de pièces ; tous les monopoles de l'automobile ne sont donc pas nécessairement en difficulté.

Michelin va acheter Flexitallic, société américaine de 1200 employés spécialiste des joints destinés aux secteurs de l'énergie et de la chimie, a-t-il annoncé le 3 février 2026. Avec deux autres sociétés américaines dont l'achat a été annoncé en janvier, l'équipementier français accélère la croissance de son activité «polymère». Au cœur de la Rust Belt, région historique de la sidérurgie américaine, sous la première neige de la saison, Vallourec a réuni, début novembre, son équipe dirigeante et son conseil d'administration sur son site de Youngstown, dans l'Ohio. Le spécialiste des tubes sans soudure va y installer une ligne de filetage dernier cri à 48 millions de dollars.

Le nucléaire et l'énergie est un sujet également central pour les monopoles français. En effet, les USA confient l'enrichissement de son uranium à Orano pour 1 milliard de dollars. Framatome, monopole moins connu, signe pourtant deux accords en mars : un avec NuScale et un autre avec VUJE. Le secteur nucléaire en général vit une accélération rare depuis quelques années. Les annonces d'embauche en France, leader dans ce domaine à l'export, sont énormes et concernent plusieurs dizaines de milliers d'emplois rien que chez EDF/Engie. Engie, de son côté, achète pour 13 milliards un des plus gros opérateurs électriciens britanniques.

Concernant l'énergie, on notera que la demande mondiale d'électricité a bondi de 3 % en 2025, portée par l'industrialisation, la climatisation et surtout les data centers de l'IA. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) anticipe une hausse annuelle moyenne de près de 1 000 TWh par an jusqu'en 2035 dans son scénario de référence, soit une demande en pointe supérieure de 40% à celle d'aujourd'hui. L'Asie-Pacifique tire la locomotive avec plus de 15 000 TWh attendus fin 2025, dont la seule Chine à plus de 10 000 TWh en 2026. La production mondiale atteindra un record d'environ 2 900 TWh en 2025 contre 2 742 TWh en 2023. En France, EDF a produit 373 TWh en 2025, soit +11,3 TWh par rapport à 2024. Les projections à long terme tablent sur 109 GW de capacité entre grands réacteurs et SMR (petits réacteurs nucléaires modulaires) d'ici 2050, même si le centre de gravité géographique bascule vers la Chine au détriment de l'Europe et des États-Unis historiques.

C'est dans ce contexte que les SMR passent du concept à l'industrie. Plus de 100 projets sont annoncés ou en développement dans le monde, avec 63 réacteurs en construction active aujourd'hui. La SFEN projette 53 GW supplémentaires en SMR et AMR d'ici 2050. En France seule, une dizaine d'initiatives avancent en 2025-2026 : NUWARD (EDF) — 340 Mwe, Newcleo — prototype 30 MWe, puis 200 Mwe, Blue Capsule — 50 Mwe, Stellaria et Thorizon — en phase pré-licence, Nuclear for AI — 250 MW dédiés aux data centers...

C'est précisément dans cette dynamique que Framatome repositionne ses pièces avec les contrats mentionnés plus haut. Avec deux accords signés les 10 et 11 mars 2026 : l'un avec NuScale Power sur le combustible SMR, l'autre avec la société slovaque VUJE sur l'ingénierie nucléaire. La filiale d'EDF envoie un signal clair : la chaîne d'approvisionnement nucléaire se structure maintenant, pas dans dix ans.

NuScale x Framatome : le combustible SMR passe à la vitesse supérieure. NuScale Power est une entreprise américaine fondée en 2007, spécialisée dans le développement de petits réacteurs nucléaires modulaires (SMR). Basée dans l'Oregon et issue de recherches menées à l'Université d'État de l'Oregon, elle a conçu un réacteur modulaire d'environ 77 MW électriques par module, pouvant être assemblé en centrales multi-modules. En 2023, NuScale est devenue la première société au monde à obtenir une certification de conception SMR de la Nuclear Regulatory Commission (NRC), même si son premier projet commercial aux États-Unis a été suspendu pour raisons économiques.

Son partenariat avec Framatome remonte à 2015, avec un contrat exclusif de fabrication de combustible. L'extension signée en mars 2026 va permettre au projet de changer d'échelle.

Ce qui est nouveau, c'est que les installations européennes de Framatome entrent désormais dans la boucle pour alimenter les clients européens de NuScale en combustible SMR. Jusqu'ici, seule l'usine américaine de Richland (État de Washington) était mobilisée.

Ce qui est concret, c'est l'usine de Richland qui est officiellement notifiée pour produire et livrer au moins 444 assemblages de combustible NuFUEL-HTP2 pour le premier client américain de NuScale, dès 2030.

Le combustible en question, le NuFUEL-HTP2, repose sur la technologie HTP de Framatome (une référence éprouvée dans l'industrie). Quelques chiffres pour situer le niveau de maturité :

Indicateur	Données
Assemblages HTP livrés dans le monde	+ de 20 000
Pays concernés	11
Ancienneté de l'usine de Richland	+ de 55 ans d'expertise
Renouvellement de permis NRC	2009, pour 40 ans

Le NuScale Power Module (NPM) est un réacteur de génération III+. Sa conception de combustible dérive directement des réacteurs à eau pressurisée (REP) classiques, ce qui réduit les risques industriels et accélère les délais de qualification. Pour les décideurs : c'est du neuf bâti sur du solide.

Ces annonces en 48 heures ne sont pas une coïncidence de calendrier. Elles reflètent une dynamique de fond : La demande d'électricité de base repart à la hausse. L'électrification des usages (véhicules, data centers, industrie) pousse les États à sécuriser des sources de production pilotables. Le nucléaire redevient une réponse crédible là où il était mis en veille.

La chaîne d'approvisionnement nucléaire est sous tension. Uranium, zirconium, assemblages combustibles : les délais s'allongent, les capacités de fabrication qualifiées sont rares. Framatome, avec ses usines opérationnelles en Amérique du Nord et en Europe cumulant plus d'un siècle d'expertise combinée, se retrouve dans une position stratégique enviable.

Même dans la crise inflationniste sur les carburants, on a pu voir le gouvernement avancer comme argument de solution dite de fond et non de court terme, l'électrification du pays, l'électrification de l'industrie, où le nucléaire joue un rôle moteur.

L'annonce par Pékin d'une commande de 120 Airbus nous rappelle la place forte des monopoles français dans le monde, Airbus détenant 51% du marché mondial civil ainsi que 31% du domaine militaire. Airbus hélicoptère aussi désormais également 40 % de marché en Asie du sud-est et inaugure (avec Macron en visite sur place) une nouvelle ligne de production en Inde, où il a déjà 3800 employés. Grande première, la ligne d'assemblage sera gérée par un groupe privé indien, le conglomérat Tata Group, qui y emploiera à terme 500 employés. La branche militaire d'Airbus hélicoptère est très dynamique. Le Premier ministre indien veut que l'Inde perde sa place de premier importateur mondial d'armement conventionnel et souhaite fabriquer sur son sol 70% de ses équipements militaires d'ici la fin de la décennie. En Inde, Airbus a acheté pour 1,5 milliard de dollars de composants et services en 2025. Tandis qu'Embraer, l'avionneur brésilien, n'a jamais été aussi proche d'Airbus et Boeing et veut atteindre les 255 avions en 2026.

L'alliance euro-atlantique, promue par l'OTAN et l'UE, garde donc son importance stratégique pour la France dans sa capacité militaire, mais recèle en interne une série de contradictions à valeur tactique en son sein. L'exemple des tensions autour du Groenland en est une, tout comme les concurrences entre plans de prétendue paix, donc de repartage du territoire ukrainien après la guerre impérialiste menée depuis quatre ans. Dans le plan états-unien, la moitié des réserves de la Banque centrale russe sous sanction, actuellement gelées, serait affectée à la reconstruction de l'Ukraine - les monopoles US s'arrogeant 50 % des bénéfices sur les futurs investissements -, tandis que, jusqu'alors, Moscou voulait récupérer l'ensemble de ces avoirs. L'autre moitié, toujours selon ce plan, serait consacrée à des projets russo-américains, notamment énergétiques par la reconstruction de gazoducs à la suite de la destruction de Nordstream 2. Du côté de l'UE, à la suite d'un prêt de

90 milliards d'euros (60 milliards pour le soutien militaire, 30 milliards pour le budget de l'État), les bourgeoisies membres recherchent une adhésion accélérée à l'UE, l'usage des capitaux financiers russes saisis, ainsi qu'une plus grande part dans les plans de reconstruction de l'Ukraine.

Economie de guerre et exploitation : le capital français et son complexe militaro-industriel

Ces orientations internationales de nos monopoles vont de pair avec ces objectifs historiques dans les luttes de classes nationales, déjà documentés par notre parti depuis sa fondation, à savoir le rattrapage d'un taux d'exploitation optimal, la liquidation totale des conquêtes et compromis issus de la résistance antifasciste, une capacité d'affrontement militaire et économique indépendante au sein du haut du système impérialiste mondial.

Nationalement, cette réalité internationale s'exprime par la continuation des plans d'économie de guerre. Ces plans ont un volet économique, par la longue recomposition du capitalisme en France autour du complexe militaro-industriel en son centre, dont le capitalisme vert et les nouvelles technologies lui sont tendanciellement subordonnés aujourd'hui, tout en étant deux des secteurs privilégiés de production et donc exploitation. Cela implique toute une restructuration des monopoles : l'automobile, la pétrochimie, la sidérurgie, la métallurgie, subissent délocalisation, fermetures si nécessaires, mais aussi transformations en unités de production pour les munitions, l'armement ou la recherche militaire. Le récent budget 2026 exprime bien également cette réorientation de l'appareil d'Etat et des monopoles, s'inscrivant dans la continuité des lois de programmation militaire, tout comme de récents projets bellicistes comme le partenariat noué par Renault et la direction générale de l'armement pour un projet de drone nommé « Chorus ».

La continuation du budget s'est manifestée fin mars avec les nouvelles annonces de Lecornu : 8,5 milliards d'euros supplémentaires seront investis en commandes de munitions entre 2026 et 2030. Cette rallonge budgétaire sera présentée avec l'actualisation de la loi de programmation militaire (LPM) le 8 avril 2026 en Conseil des ministres avant d'arriver en débat à l'Assemblée nationale le 4 mai. Ces fonds s'ajouteront aux 16 milliards d'euros déjà prévus par la LPM votée en 2023. Le Premier ministre a également évoqué un "*plan de 300 millions d'euros pour l'industrie duale afin d'aider la transformation de notre industrie civile*". Sébastien Lecornu a aussi annoncé la création de "France Munitions", un grossiste de munitions pour les armées françaises, les alliés et clients à l'export. Objectif de la plateforme : massifier les commandes aux industriels pour accélérer la transformation de l'outil de production en liant civil et militaire.

La recherche militaire est également en développement, impliquant les secteurs industriels mais aussi scientifiques. Renault continue sa percée dans la défense : un prototype de drone militaire de la taille d'une citadine conçu avec le belge John Cockerill, propriétaire d'Arquus, doit être dévoilé à Eurosatory. L'armée française signe un contrat de trois ans avec Mistral AI pour utiliser ses solutions d'IA générative. Thales développe un dôme de défense aérienne et antimissiles, baptisé SkyDefender, fondé majoritairement sur des technologies maison. Intégrant un dispositif d'alerte satellitaire, il vise à neutraliser aussi bien les attaques de drones que les missiles hypersoniques ou les avions de combat, et à concurrencer Israël comme les USA. On notera d'ailleurs la visite de Mélenchon chez Dassault afin de vanter la maison Dassault, le Rafale et son PDG.

Les investissements militaires des monopoles sont aussi liés à de plus grands projets internationaux. On pense bien sûr au futur porte-avions nucléaire « France libre », où Arabelle Solutions a été retenu pour fournir les turbines à cause d'un équipement critique du système de propulsion du bâtiment attendu en 2038. On pense également au premier SNLE (sous-marin nucléaire) de troisième génération qui se nommera "L'Invincible". Sa mise à l'eau est prévue en 2036. Il faut noter sur ce sujet des difficultés concernant l'aviation, dans la concurrence rude entre le Rafale et d'autres modèles dominants du marché international, dont en premier lieu le F-35 américain. Le Rafale aligne certes les contrats d'exportation : 273 appareils vendus à l'international sur un total de 507 commandés, carnet de commandes gonflé à 220 unités dont 175 à l'export, chiffre d'affaires de Dassault

Aviation au-delà des 7 milliards d'euros. Pourtant, sur le continent européen, le chasseur français reste une anomalie. Seules la Grèce, la Croatie et la Serbie – pays non-membres de l'UE ou de l'OTAN pour l'un – ont franchi le pas. À côté, le F-35 américain prospère. Treize pays européens l'ont déjà commandé. Le Royaume-Uni a investi 3 milliards d'euros dans le programme F-35, fabrique le fuselage arrière, l'électronique, participe à la motorisation. Plus de 100 entreprises britanniques sont mobilisées. L'Italie assemble les F-35 pour l'Europe, produit la moitié des voilures. En Finlande, 6 000 emplois sont attendus dans le cadre du contrat. Le Rafale, lui, reste un produit franco-français. Le Rafale doit aussi faire face à la concurrence du Typhoon. L'avion européen équipe six nations, avec 607 exemplaires livrés. Il a été codéveloppé par le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne. Pour ces pays, acheter le Rafale ferait donc double emploi. A l'échelle extérieure de l'Union Européenne, le Rafale est en revanche une réussite, et l'on peut noter que le Portugal hésite même sur un projet de commande. Dans ce cadre, le modèle F-5, pour le Rafale, compte beaucoup. La France comptait sur les Emirats Arabes Unis pour les financer, ce qui est encore en suspens. Sur ce sujet, il ne faut pas oublier que les plans de construction de l'aviation s'étale sur des années (par exemple en 2030, 35 etc.), la rentabilité des contrats passés pouvant s'étaler dans le temps et ne pas être sensible dès leur lancement. Rajoutons que les bénéficiaires se font aussi pour une bonne part grâce aux contrats de maintenance et de formation des pilotes dans la durée.

Le programme SCAF, censé remplacer Rafale comme Typhoon, et qui permettrait aux monopoles français de relancer une place européenne dans l'aviation militaire, est quant à lui à l'arrêt. Les désaccords entre Dassault et Airbus sur le partage des responsabilités bloquent le projet. L'Allemagne envisage d'autres options, dont le programme GCAP avec le Royaume-Uni, ou l'achat de F-35 supplémentaires. L'Allemagne a d'ailleurs annoncé, jeudi 19 mars 2026, une date butoir pour parvenir à un accord à la mi-avril. Si aucun accord n'est trouvé, la solution de développer deux appareils pourrait être privilégiée par l'Allemagne. L'idée est de développer deux avions de combat distincts dans le cadre du programme SCAF. L'approche permettrait à chaque pays d'acquérir un appareil répondant au mieux à ses besoins, mais en défaveur de la bourgeoisie française donc.

Ces plans nationaux ont aussi un volet politique et militaire, une intensification du déploiement militaire de nos monopoles à l'international, dans les Caraïbes, en Afrique, mais aussi sur le front ukrainien, et un développement de la préparation des classes populaires au consentement à la guerre et en particulier en direction de la jeunesse. Le plan de service militaire longuement vanté dans les vœux aux armées démontre cette importance, service sur lequel l'UJC a récemment répondu dans un communiqué sur la question. Du côté militaire, on observe une capacité d'expansion renouvelée des forces militaires de notre bourgeoisie.

Ces capacités se manifestent sur trois théâtres d'opérations particulièrement importants pour la bourgeoisie française. Tout d'abord en Mer Rouge et sur le continent africain, en particulier à l'Ouest depuis le redéploiement des troupes et contrats des monopoles depuis 2025, dont l'opération Aspides en est un aspect central, ainsi que la base militaire de Djibouti. Le Moyen-Orient est le second théâtre, en particulier en son centre constitué par la Syrie et l'Irak, où la participation française à l'opération Chammal aux côtés des USA permet d'assurer une présence impérialiste dans la région pour la France. Enfin, ce sont les espaces dits de « DOM-TOM », aux Caraïbes comme dans l'Indopacifique, avec son arc de crises, qui sont importants comme levier pour la bourgeoisie française dans les contradictions contemporaines. Il faut aussi noter l'intensification d'exercices et de préparations à des déploiements en Europe de l'Est. La France a aujourd'hui l'une des armées les plus opérationnelles du monde, avec une capacité de déploiement en 5 théâtres d'opérations en une semaine, la plaçant première capacité militaire de l'UE aujourd'hui (sans compter l'Angleterre qui n'en fait plus partie, mais qui s'est récemment aussi révélée incapable de déployer sa flotte et un porte-avions en Méditerranée, faute de maintenance et de logistique opérationnelle...).

Les projets nationaux d'économie de guerre, les objectifs de conquête de positions internationales, de direction en Europe afin de mieux affronter les négociations et affrontements inter-impérialistes mondiaux, tout cela forme donc une seule et même réalité. Dans cette réalité, la propagande autour de la défense

européenne, de la souveraineté économique, du devoir de « *savoir perdre ces enfants* », comme le proclamait le chef d'état-major Mendon, en sont les manifestations idéologiques.

L'islamophobie grandissante au sein de l'appareil d'Etat, la réassurance de la domination de la Kanaky par les récents accords de Bougival ou encore la fascisation de la police et de l'armée, ne sont donc pas des événements isolés les uns des autres, mais de nouvelles étapes des luttes de classes dans lesquelles la bourgeoisie française revient à son histoire coloniale, raciste et belliciste d'une « grande France », « rayonnant » au-delà de son territoire national. Pour la bourgeoisie française, détruire les compromis conquis par l'URSS et les partisans antifascistes après la Seconde guerre mondiale passe donc aussi par une réactivation sans précédent de son idéologie impérialiste la plus brute, prenant racine dans son histoire coloniale et se développant ici sous une forme renouvelée.

Le projet stratégique antisocial et impérialiste décrit ici signifie donc non seulement la continuation des plans d'économie de guerre, mais une violence anti-migrants et raciste accrue nationalement, une domination et une exploitation accrues dans les territoires dits « d'Outre-Mer », les transformations des zones d'influence historiques comme la Françafrique. Cette violence d'Etat antipopulaire, cette idéologie guerrière et raciste, nationalement comme internationalement, est constitutive de l'histoire de nos monopoles et porte la régression à travers les offensives contre les services publics, le système des retraites, la Sécu ou encore l'assurance chômage, régression qui ne peut, tendanciellement, que s'accroître au fil des années à venir et de la poursuite des objectifs de notre bourgeoisie.

Ce projet à deux volets est à intégrer dans les contradictions inter-impérialistes contemporaines, dont en premier lieu celle déterminante entre la Chine et les USA. Cette contradiction produit ensuite des effets inégaux à des échelles régionales et nationales pour différentes bourgeoisies, et c'est pour nous l'un des premiers outils d'analyse des contradictions actuelles du système impérialiste.

2) Le développement de la contradiction entre USA et Chine et ses développements inégaux dans différentes régions du système impérialiste

Nous l'avons déjà noté dans les travaux du Comité central de janvier 2026 : les causes profondes des contradictions entre la Chine et les USA ne sont pas à trouver dans la politique en premier lieu, mais dans une crise économique s'aggravant. La Chine est en train de subir une crise de surproduction allant s'aggravant, comme d'ailleurs dans le reste des puissances du système impérialiste.

En 2025, l'économie chinoise a enregistré un nouveau record d'exportations. Bloomberg News va jusqu'à anticiper un excédent commercial de 1 200 milliards de dollars (1 035 milliards d'euros) cette année, du jamais vu, même si ce n'est pas un indicateur à lui seul. Cette performance s'explique non seulement par la consolidation de la domination du pays dans les secteurs où il dispose d'avantages concurrentiels historiques (textile, acier, smartphones), mais également par l'accélération des exportations de technologies dites « vertes ». À commencer par les voitures électriques, les panneaux solaires et les batteries au lithium, que les autorités chinoises appellent les « trois nouveaux produits » et dont elles estiment qu'ils deviendront indispensables dans le cadre de la « transition écologique » planétaire.

Et pourtant, six des principaux producteurs de cellules et panneaux photovoltaïques du pays (Jinko Solar, Longi, JA Solar, Trina Solar, Tongwei et TCL Technology) sont dans le rouge en 2025, après avoir essuyé une perte collective de 20,2 milliards de yuans (2,5 milliards d'euros) au cours des six premiers mois de l'année (*Financial Times*, 4 septembre 2025). Du côté des véhicules électriques, les profits ont également baissé, dans un contexte

de guerre des prix entre constructeurs. BYD, le champion du secteur et premier producteur mondial au coude à coude avec l'américain Tesla, affiche un fonds de roulement négatif. Ses concurrents locaux sont encore plus mal lotis (*Financial Times*, 13 juin 2025). On voit donc une situation de surproduction : l'expansion de la production et les exportations record semblent s'accompagner d'une fragilisation des entreprises concernées. Derrière la « réussite » chinoise, des menaces pèseraient donc sur la survie de ces filières stratégiques, une crise s'étendant à l'ensemble de la vie des monopoles chinois.

Du côté des USA, la puissance bourgeoise états-unienne voit aussi des difficultés venir. Les politiques impérialistes US ont été tellement efficaces que le taux de profit des firmes américaines augmente à partir des années 1980. Dans ce cadre général, l'appropriation de profits dans le reste du monde prend de l'ampleur. En rapportant les profits réalisés à l'étranger aux profits réalisés sur le territoire national, on observe que le ratio gravite autour de 20 % avant la mondialisation, puis il passe à une moyenne de 66 %. Or, depuis 2020, ce ratio reste durablement inférieur à cette moyenne. La raison en est là aussi une crise de surproduction, dont l'ensemble des réseaux d'exportations américaines ainsi que leurs alliances impérialistes ne parviennent pas à écouler le surplus. À ce problème fondamental de rentabilité s'ajoute la question plus imminente du pouvoir d'achat, question qui s'accroît à partir de la mi-2025. Depuis 2021, la rémunération des travailleuses et travailleurs aux USA stagne, tandis que la politique commerciale de Trump produit des effets inflationnistes.

Les récentes attaques des USA, du point de vue militaire, démontrent également les difficultés des monopoles US à rechercher de nouvelles sources de profits immédiats, pas seulement leur « superpuissance. »

On assiste donc à deux puissances centrales du haut de la pyramide impérialiste se trouvant en difficultés dans la crise généralisée du capitalisme.

Si la contradiction entre la Chine et les USA est déterminante dans les jeux de contradictions inter-impérialistes contemporains, c'est qu'elle concerne le contrôle de réseaux internationaux à l'échelle mondiale, permettant de maintenir leurs places de plus grandes puissances du système impérialiste. Ces enjeux sont le contrôle des infrastructures de capitaux fixes permettant l'exportation et les transports des capitaux, le contrôle de zones d'influence régionales pour des matières premières clés (pétrole, gaz, uranium, lithium etc.), mais aussi la bataille pour l'appropriation des derniers développements des forces productives : numérique, IA, semi-conducteurs etc. Cette contradiction, selon son développement mondial, conduit moins à la constitution de « blocs » homogènes (contrairement à ce que prétendent les forces opportunistes) qu'à des déterminations de conflits et alliances plus ou moins longs à l'échelle continentale, régionale ou encore nationale sur des points chauds.

Les développements de la stratégie militaire et politique impérialiste d'un « nouveau Moyen-Orient » : Iran, Liban, Yémen, Palestine, Syrie

La guerre impérialiste au Moyen-Orient est l'une des dernières manifestations de cette contradiction, comme nous le notions dans notre communiqué immédiat sur la situation en Iran. Rappelons que les Houthis, liés à l'Iran, ont rendu le canal de Suez – par lequel passent 20% du trafic maritime mondial et 80% du commerce entre l'Asie et l'Europe – largement dysfonctionnel. Entre le troisième trimestre 2023, avant que les Houthis ne commencent à perturber le passage des bateaux affiliés aux pays soutenant Israël, et aujourd'hui, le trafic des porte-conteneurs traversant le canal a baissé de 90 %. Le trafic maritime entre l'Asie et l'Europe n'a pas disparu, mais passe désormais par le Cap, ce qui ajoute des délais d'acheminement de 10 jours et augmente massivement le coût du transport, de l'ordre de 80%. Cela pèse directement sur les profits.

L'enjeu des infrastructures physiques ne se limite pas pourtant aux goulets d'étranglement que sont le canal de Suez et le détroit d'Ormuz. Dans le cadre des « Nouvelles Routes de la soie », la Chine développe une série de projets – routes, chemins de fer, oléoducs, gazoducs, ports... – qui permettent de la connecter par voie terrestre à

l'Iran, en passant par le Pakistan. La connexion terrestre est cruciale pour le régime d'accumulation de la Chine en raison de la présence massive de navires américains en Mer de Chine méridionale, qui peuvent à tout moment bloquer le commerce maritime de la Chine. Rappelons la mise en difficulté de la Chine sur cette zone maritime clef pour elle : en 2016, 64% du commerce maritime chinois et 42% du commerce maritime japonais, ainsi que 21% du commerce mondial total, y transitaient. Le conflit porte sur deux archipels de la Mer de Chine méridionale : les îles Spratleys et les îles Paracels, partiellement occupées militairement par la Chine, mais également revendiquées par plusieurs autres pays, notamment les Philippines et le Vietnam. En contrôlant ces îles, la Chine s'assure non seulement l'exploitation économique des eaux environnantes, mais surtout la capacité de projeter sa puissance militaire sur l'ensemble de la Mer de Chine méridionale, acquérant ainsi un contrôle considérable sur les flux du commerce mondial.

D'une part donc, ayant besoin de débouchés à l'étranger, la Chine cherche à développer des options de contournement. D'autre part, en sens inverse, la Chine voudrait sécuriser ses importations énergétiques. La participation de l'Iran aux Nouvelles Routes de la soie est centrale dans la satisfaction de cette double préoccupation.

Le pétrole touche aussi à la question monétaire. La Chine vise à remplacer la suprématie du dollar américain par une infrastructure monétaire sino-centrée. C'est tout le but de l'internationalisation du renminbi (Ndlr : *La monnaie chinoise appelée **renminbi** est utilisée pour toutes les transactions intérieures en Chine continentale ; le yuan, quant à lui, est l'unité utilisée dans le commerce international et pour les taux de change*). Cette internationalisation exige, entre autres, une augmentation des transactions commerciales et financières libellées en monnaie chinoise. Les exportations de pétrole iranien (et vénézuélien) y contribuent. Une victoire américaine serait synonyme d'un coup porté à l'internationalisation du renminbi.

Frapper l'Iran ne revient pas seulement à solidifier le contrôle américain sur les infrastructures physiques et monétaires du capitalisme mondial, c'est aussi fragiliser la Chine de façon directe. En raison des sanctions américaines, peu de pays achètent le pétrole iranien qui est pourtant vendu en dessous du prix de marché. La Chine est une exception notable : elle achète 80% des exportations de pétrole iranien acheminé par voie maritime, ce qui représente près de 13% de la consommation chinoise de cette source d'énergie.

Si on ajoute l'agression américaine du début de l'année au Venezuela et les renégociations de la bourgeoisie vénézuélienne affaiblie avec les USA en leur faveur, Washington menace une part significative des besoins de pétrole de la Chine, à savoir 18% de ses importations maritimes. De plus, le pétrole n'est pas qu'une affaire d'énergie, il englobe toute l'industrie pétrochimique. Cette dernière a envahi la vie quotidienne mais aussi la production industrielle, à laquelle elle fournit énormément de composants bon marché et facilement reproductibles. Le bombardement de l'Iran s'insère donc aussi dans les objectifs américains d'affaiblissement de la production manufacturière chinoise. La mise en cause de ces flux est un problème central pour Pékin, qui a justement très fortement augmenté ses investissements étrangers dans le domaine pétrolier en 2025 pour sécuriser un approvisionnement stable malgré Trump.

Si le pétrole iranien est particulièrement intéressant – puisqu'en termes de réserves mondiales avérées, il vient tout juste derrière le Venezuela et l'Arabie saoudite –, la Chine est attirée par toute la région du Moyen-Orient en raison des hydrocarbures. Au-delà des 13,1% d'importations de pétrole d'origine iranienne, près de 55% des importations chinoises viennent de la région. Cette donnée permet de préciser un élément de notre compréhension des intérêts impérialistes américains à maîtriser le Moyen-Orient : contrôler le robinet pétrolier est un levier de puissance unique. Les guerres au Moyen-Orient n'empêchent donc pas les États-Unis de poursuivre leur « pivot asiatique », elles en sont un moyen. Inversement, la grande majorité des exportations chinoises à destination des consommateurs européens y passe aussi. Ce n'est toutefois pas seulement une zone de transit intégrée dans les Nouvelles Routes de la soie. La région absorbe environ 6% des exportations chinoises. C'est un volume mineur, même s'il a augmenté de 50% depuis 2006.

L'agression impérialiste américaine en Iran comporte donc une multitude d'attaques plus ou moins voilées contre la Chine. De plus, il faut garder à l'esprit que, pour les États-Unis, les guerres sont un outil d'accumulation. Défaire la République islamique d'Iran ouvre la voie à la privatisation de ses conglomerats semi-publics pour en transférer la propriété aux multinationales américaines ou issues de pays alliés aux États-Unis. C'est ce qui se passe actuellement au Venezuela. L'Iran est donc aussi, dans l'immédiat, une source de nouveaux profits.

Les récentes manœuvres militaires françaises démontrent les intérêts propres de nos monopoles, les déploiements permettant aux monopoles français de faire une démonstration de solvabilité pour le capital financier face à des concurrents européens n'ayant pas cette capacité de projection militaire.

Tandis que le génocide à Gaza continue, avec l'interdiction de plus de trente ONG à travailler à Gaza, c'est aussi le repartage de la région dans son ensemble qui continue et mérite d'être analysé régions par régions.

En premier lieu, le « processus de paix » en cours entre la Turquie capitaliste, de la part de son gouvernement bourgeois d'Erdogan, et le mouvement nationaliste kurde en est un maillon central depuis maintenant plus d'un an. Ce processus visait le désarmement du PKK (principale force politique du mouvement national kurde), sa dissolution et son intégration au sein de la Turquie.

Le processus de paix en cours est donc un jeu d'alliances afin de retourner des positions en faveur de la Turquie en Syrie, là où le président Al Charaa et le nouveau gouvernement bourgeois syrien donnent des raisons politiques, militaires et économiques pour faire entrer Israël plus avant en Syrie en ouvrant son espace aérien pour les bombardements vers l'Iran, ou en laissant la colonisation du Golan et les attaques au Sud de la Syrie se faire. La Turquie use du « processus de paix » comme justification à l'élargissement de ses opérations militaires sur la frontière syrienne et en particulier sur le Rojava kurde. Dans la situation complexe du dépeçage de la Syrie et de la stabilisation d'un nouveau régime d'accumulation du capital syrien, on a donc trois perspectives complémentaires mais tout de même différentes : Al Charaa est un outil des forces impérialistes des USA et de l'UE pour intervenir dans la région et accueillir les investissements en capitaux de leur part, mais aussi un nouvel allié de la Turquie selon ses propres intérêts régionaux, et troisièmement un outil d'Israël pour intervenir dans la région selon ses intérêts propres et parfois contradictoires (depuis Gaza) avec les autres forces bourgeoises mentionnées.

Les Kurdes et la question de leurs zones autonomes (le Rojava en Syrie, mais également celle dirigée par le GRK en Irak ou les organisations et troupes en Iran), deviennent donc un outil tactique pour différents acteurs dans la région, essayant de nouer des alliances avec eux ou d'utiliser la justification de les combattre pour avancer leurs propres objectifs stratégiques dans ces contradictions.

Donc, c'est un conflit important, puisqu'il engage l'AKP (parti au pouvoir en Turquie) de manière difficile : dénoncer Israël démagogiquement pour ses propres intérêts en Syrie en utilisant une rhétorique « antisioniste », et en même temps se poser comme force militaire et économique capable d'être leader au Moyen-Orient et plus particulièrement au nord, à la fois laisser faire l'Etat sioniste au-delà de la rhétorique pour déstabiliser la Syrie et préserver ces intérêts également, en laissant le pays dans un état de chaos permanent. Une situation prenant le risque qu'Israël et ses alliés ne prennent trop de terrain sur celui des monopoles turcs.

Le conflit entre l'Etat turc et le mouvement national kurde s'intègre donc dans un conflit politique multiforme internationalement, mais aussi nationalement : on trouve des contradictions au sein de l'AKP et de la sociale démocratie, reflétant les intérêts contradictoires de la bourgeoisie turque dans la région, comme mentionné précédemment du point de vue économique. Ce sont ces tendances et contradictions multiformes, du point de vue économique, qui expliquent les choix politiques des acteurs dans la région. Ainsi, même si le mouvement kurde a des caractéristiques « séculaires », la direction qu'il prend est de s'aligner sur des mouvements religieux comme celui de Al Charaa en Syrie et de l'AKP en Turquie par exemple. Le mouvement kurde joue donc à plusieurs jeux à la fois, tout comme le fait l'AKP face à Israël (pseudo démagogie « antisioniste » d'un côté et en même temps

liens très forts avec l'OTAN et l'UE, et laisser-faire face aux opérations militaires israéliennes au Liban et au sud de la Syrie). Il faut même voir que depuis l'emprisonnement d'Öcalan (leader du leader du Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK), les relations entre le mouvement kurde et l'Etat turc se sont développées déjà depuis des années, au fil des accords et tentatives de fusion économique. Il est donc maintenant plus facile de voir que le mouvement kurde a un aspect libéral, réactionnaire et un caractère bourgeois de classe (que notre parti avait déjà détaillé lors de la chute de Bachar Al-Assad), et ses dirigeants actuels sont des alliés tactiques de circonstance pour les différents impérialismes en jeu dans la région ; quant à la fascination qu'ils ont pu exercer en Europe, elle reflète des intérêts petits-bourgeois à propos d'un pseudo « nouveau socialisme » au Rojava fondé sur le « communalisme », le « confédéralisme démocratique », mais n'attaquant jamais de fait la propriété privée et travaillant avec des forces bourgeoises comme les USA pour la préservation de leurs propres intérêts.

Ces contradictions à trois niveaux en jeu dans une Syrie déstabilisée (USA et UE, Turquie et Israël) se sont aggravées avec des opérations militaires massives de la Syrie et de la Turquie sur le Rojava syrien. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre les récentes opérations de reprise de quartiers entiers de la ville d'Alep par l'ANS (force armée historiquement liée à la Turquie) et par le nouveau gouvernement cherchant à reconquérir ces zones. Avec cette nouvelle phase de batailles relevant de la guerre civile, le nouveau gouvernement bourgeois syrien sait aussi défendre ses propres intérêts en préservant ses liens avec la Russie.

Les Russes font ainsi miroiter un retrait de la liste des organisations considérées comme terroristes de HTS (groupe islamiste ayant pris le pouvoir après la chute de Bachar-Al-Assad) et effectuent des livraisons d'engrais, de carburant et d'aide alimentaire dans un contexte où Damas subit encore l'embargo de la plupart des pays occidentaux. Néanmoins, la levée partielle des sanctions par Washington et Bruxelles fin mai et début juin 2025 - dont la loi César, votée en 2019, qui a isolé le pays des acteurs économiques internationaux, entravé sa reconstruction et aggravé les pénuries de produits de base - inspire quelques craintes au Kremlin. Les capitaux russes pèsent peu face aux perspectives d'afflux d'investisseurs arabes, européens et chinois. Mi-mai 2025, Damas et le logisticien portuaire émirati DP World signent un mémorandum d'entente sur le développement du port de Tartous, portant sur 800 millions de dollars. Jusque-là, la gestion de l'infrastructure revenait aux Russes. Les autorités syriennes laissent entendre que Moscou n'a plus vocation à piloter des capitaux stratégiques syriens, que la Russie se disputait auparavant avec Téhéran. En parallèle, elles gênent régulièrement l'approvisionnement des bases militaires russes, mettant ainsi en cause l'immunité de ces installations qu'elles sont censées garantir. Un groupe non identifié a même attaqué la base de Hmeimim, le 20 mai 2025 dernier, causant des pertes parmi les soldats russes (deux à quatre tués, selon les bilans) et les assaillants.

Les nouvelles autorités syriennes ne peuvent toutefois pas se passer des forces russes pour stabiliser un pays menacé de fragmentation et sous pression israélienne. Au printemps 2025, les affrontements impliquant des forces gouvernementales dans des villes à majorité druze - une communauté que Tel-Aviv assure vouloir protéger - ont servi de prétexte à de multiples incursions militaires. Depuis, les soldats israéliens confortent leurs positions dans le Golan syrien. Des massacres dans la région de Soueïda, faisant de nombreux morts parmi les Druzes, se soldent en juillet par des bombardements israéliens jusqu'au cœur de Damas. Dans ce contexte, Al-Charaa compte sur Moscou pour faire pression sur Israël. Sa visite au Kremlin s'est conclue par l'annonce de livraisons d'armes ainsi que par l'envoi de patrouilles russes dans le sud du pays, alors que celles-ci avaient été déjà redéployées dans le nord-est, à proximité de la ville kurde de Kamechliyé, proche de la frontière turque.

Il reste que l'accord de 2017 entre la Russie et la Syrie, portant sur les bases militaires de Tartous et Hmeimin, a de fortes chances d'être remplacé par un autre, plus modeste. La Russie pourrait garder des facilités logistiques sans jouir d'une souveraineté sur ces emprises militaires. Ces bases pourraient cependant ressembler davantage à des hubs logistiques, et Moscou devrait s'acquitter d'un loyer pour leur usage, ce qui n'était pas le cas sous le régime d'Al-Assad.

En fin de parcours, on a donc différents enjeux en Syrie, pouvant être résumés par cinq intérêts différents : Les intérêts militaires et économiques proprement turcs, usant du « processus de paix » avec le mouvement kurde pour gagner de la présence sur la bande frontalière du Nord de la Syrie et reconquérir des zones d'influences ; les intérêts de la bourgeoisie syrienne à reprendre un contrôle sur ces territoires en jouant d'alliances et de contradictions internationales ; les intérêts sionistes cherchant à encercler le Liban par le sud de la Syrie, mais aussi à déstabiliser par des incursions et bombardements continuellement le régime syrien d'un point de vue militaire pour s'assurer la domination de la région sous prétexte de sauver les minorités druzes ; les intérêts des bourgeoisies de l'UE et des USA cherchant stabilité et investissements massifs de capitaux dans la reconstruction du pays et préférant une désescalade militaire ; enfin, les intérêts russes cherchant à défendre leur port stratégique en Syrie et à maintenir une influence clef au Moyen-Orient par ce biais.

Sur le front militaire, les forces comme le Hezbollah au Liban et les Houthis au Yémen subissent, face à Israël et à la stratégie impérialiste globale d'un « nouveau Moyen-Orient », une situation de plus en plus critique.

Dans les territoires qu'ils contrôlent depuis leur coup d'État en 2014, les rebelles yéménites font face à une contestation croissante. La réduction des activités des organisations humanitaires après les arrestations de plusieurs de leurs employés a détérioré une situation alimentaire et sanitaire qui était déjà préoccupante. Confrontée à des difficultés quotidiennes, la population, qui a soutenu les Palestiniens de Gaza, est moins encline à endurer les conséquences d'un engagement militaire aux côtés de l'Iran, que d'aucuns jugent responsable de l'essor du mouvement.

Par ailleurs, les bombardements américains de mars 2025 et les attaques israéliennes de l'été dernier n'ont pas uniquement affecté cette population. Ils ont aussi décimé la quasi-totalité du gouvernement civil d'Ansar Allah - l'autre nom des Houthis - et obligé nombre de responsables et de cadres à quitter la capitale Sanaa pour rejoindre les régions montagneuses de Hajjah, Amran ou encore Saada. Le 16 octobre 2025, l'annonce de l'assassinat du chef des opérations militaires, Mohammed Al-Ghamari, a montré que le Mossad israélien et l'Agence centrale de renseignement américaine (CIA) bénéficiaient d'un réseau d'informateurs capable de fournir des données suffisamment précises pour éliminer de hauts responsables du mouvement.

De son côté, l'Iran, dont les dirigeants clament qu'ils n'ont besoin de personne pour se défendre, hésite à sacrifier ce qui constitue désormais sa dernière carte valide au sein de l'« axe de la résistance ». Pour autant, et dans l'hypothèse d'un enlèvement de la guerre, l'Iran pourrait demander aux Houthis de perturber le trafic maritime en Mer Rouge, où transitent 25% du transport mondial de conteneurs et 6,5 millions de barils de pétrole par jour. Les rebelles répondraient-ils alors à cet appel ? Une chose est certaine : ces derniers se préparent depuis des mois à un embrasement régional. Depuis la fin de l'année 2025, ils ont construit d'importantes fortifications, dont une tranchée de près de quarante kilomètres autour de la ville portuaire stratégique de Hodeïdah. Des renforts en hommes et en équipements y ont été déployés, tandis que leurs capacités balistiques et navales - missiles, drones et dispositifs antinavires - ont augmenté. De toute évidence, les dirigeants du mouvement craignent que la guerre dans la région favorise une offensive du gouvernement yéménite soutenue par des bombardements israélo-américains. Ils pourraient alors ordonner la reprise des attaques contre les navires en Mer Rouge, en coordination avec les Pasdarans (les « Gardiens de la Révolution islamique »), qui, plus à l'est, menacent de fermer totalement le détroit d'Ormuz.

En réaction à des tirs de roquettes du Hezbollah contre le nord et le centre d'Israël, Tel-Aviv a lancé fin février d'importantes représailles militaires contre le Liban en ouvrant une nouvelle fois un front sur cette région clef dans les plans coloniaux sionistes. D'intenses bombardements, y compris à Beyrouth, ont provoqué la mort de plus d'un millier de personnes - dont au moins deux cents enfants - et le déplacement forcé d'un million d'habitants (sur une population de moins de six millions). Les tirs du Hezbollah, en réponse à la mort du Guide suprême iranien Ali Khamenei, ont pu surprendre. Alors que l'on pensait ce parti affaibli par ses revers de

l'automne 2024, sa décision de reprendre les hostilités a entraîné la rupture définitive du cessez-le-feu conclu fin novembre de la même année - mais violé par Tel-Aviv quotidiennement avec des bombardements, des frappes ciblées et des destructions délibérées de terres agricoles dans le sud du Liban.

Près d'un mois après le début des combats, la stratégie israélienne est évidente : il s'agit d'abord de créer une zone tampon, entièrement vidée de ses habitants, entre la frontière et le fleuve Litani, situé trente kilomètres au nord. Selon le ministre de la défense Israël Katz, son armée s'inspire des opérations menées à Gaza. Autrement dit une destruction quasi totale des constructions et des infrastructures (routes, ponts...), de manière à rendre la vie impossible dans cette zone déjà occupée par les Israéliens de 1978 à 2000.

La seconde étape pourrait consister en une invasion militaire comparable à celle de 1982, avec pour but officiel le désarmement total du Hezbollah. Une telle entreprise - très hasardeuse - passe par la prise de contrôle de Beyrouth et de sa banlieue sud. Conscient du prix que payerait alors la population civile, le gouvernement libanais a proposé en vain des négociations directes avec son homologue israélien.

Comme à Gaza ou en Syrie, Tel-Aviv, fort de sa supériorité militaire, est aussi mû par une logique de conquête territoriale. Avant même la création d'Israël, les promoteurs du « foyer national juif » revendiquaient déjà la partie méridionale de l'actuel Liban, notamment les villes de Naqoura, Tyr et Nabatieh. Aujourd'hui, les partisans du « Grand Israël », que l'on retrouve dans le gouvernement de M. Benyamin Netanyahou mais aussi dans l'armée, sont tentés de profiter de l'impunité dont jouit leur pays pour redessiner la carte du Proche-Orient. Il ne faudrait pourtant pas sous-estimer le Hezbollah : quoiqu'ayant subi des décapitations de son état-major et de dirigeants depuis 2023, ses forces armées ne sont toujours pas désarmées, et elles restent actives dans le Sud-Liban en opposant une résistance forte aux menées israéliennes. C'est aussi une organisation qui a une connaissance tactique et stratégique de long terme, ayant participé à la guerre civile syrienne, mais aussi et surtout à la guerre de 2006 contre Israël et ayant pu repousser Tshal du Sud-Liban occupé depuis 1982.

En Amérique latine : le renouveau de la doctrine Monroe dans la confrontation entre les USA et la Chine.

Lors de l'agression impérialiste contre le Venezuela et l'enlèvement de Nicolas Maduro ordonné par le gouvernement Trump, nous notons que cet événement est à analyser comme une nouvelle étape, cette fois militaire, des tractations entre les monopoles états-uniens et la bourgeoisie affaiblie du Venezuela. Une étape militaire visant à mettre un coup d'arrêt aux négociations et à précipiter les négociations en cours en faveur des USA, en défaveur de ses rivaux dans la pyramide impérialiste. Contrairement au Moyen-Orient, les USA comme les bourgeoisies de l'UE préfèrent user de pressions, de négociations et de jeux d'alliances plutôt que des guerres ouvertes afin de s'assurer une « arrière-cour » typique de la « doctrine Monroe », contre l'influence de la Chine sur ce continent.

Ainsi Delcy Rodríguez, membre du PSUV et présidente par intérim depuis l'enlèvement de N. Maduro, appelle-t-elle à la « coopération » et au « développement commun » avec les agresseurs du pays. Sur le plan social, si des sociétés transnationales étaient associées aux capitaux pétroliers vénézuéliens, comme cela a pu être le cas de Total, Chevron ou Repsol, une réforme de la loi sur les hydrocarbures, adoptée le 22 janvier 2026, ouvre la voie à un dépeçage impérialiste de la rente. Citons le fait que les entreprises privées, tant nationales qu'étrangères, pourront exploiter des champs pétroliers, assumer les coûts et commercialiser directement la production nationale, ou encore l'incorporation de mécanismes d'arbitrage international pour résoudre les litiges entre l'État et les multinationales pétrolières. L'Ofac, qui dépend du ministère américain des Finances, lève d'ailleurs par étapes l'embargo mis en place en 2019 sur le pétrole du pays. Depuis fin mars, les États-Unis ont annoncé la reprise des opérations de leur ambassade au Venezuela, sept ans après sa fermeture. Les sanctions américaines impliquaient un gel des avoirs éventuellement détenus par Mme Rodriguez aux États-Unis, et interdisaient aux entreprises et citoyens américains de commercer avec elle. La situation au Venezuela démontre donc la justesse

de l'analyse du PCV : loin d'être une force populaire et anti-impérialiste, le gouvernement Maduro et la bourgeoisie qu'il représente, quelles qu'en soient les personnalités, sont plutôt des représentants de monopoles affaiblis par la crise de la rente pétrolière, préférant s'entendre avec la bourgeoisie US plutôt que la combattre.

Les tractations américaines au Venezuela en appellent d'autres dans la région, comme récemment au Panama. L'année dernière, le conglomérat hongkongais Hutchison des ports et des télécommunications a accepté une vente de 23 milliards de dollars de dizaines de ports dans le monde, dont deux près du canal de Panama, à un consortium dirigé par le gestionnaire d'actifs américain BlackRock BLK.N et la Mediterranean Shipping Company. Face aux critiques de Pékin, il a ensuite déclaré que des discussions étaient en cours pour que le consortium inclue un "investisseur stratégique majeur", que des sources ont identifié comme étant la société chinoise COSCO 1199.HK. Cependant, l'accord a été davantage compliqué cette année après que le gouvernement panaméen a pris des mesures pour annuler un accord de concession qui donnait le contrôle des deux terminaux à la Panama Ports Company, une unité de CK Hutchison, qui a depuis contesté l'action. Pour ce port stratégique dans les transports maritimes, les négociations entre la Chine et les USA, pour devenir actionnaires majoritaires de ces zones, sont significatives des bourgeoisies faibles de l'ensemble du continent.

Les puissances de l'UE ont préféré quant à elles opter pour le contrôle des exportations de capitaux plutôt que les matières premières et sites de transports du pays. C'est en ce sens qu'il faut lire la ratification du MERCOSUR. En négociation depuis plus de 20 ans, l'accord de libre-échange UE-Mercosur, qui doit renforcer les relations commerciales entre l'Union européenne et les pays du Mercosur (Argentine, Bolivie, Brésil, Uruguay, Paraguay), cristallise les colères des classes paysannes pauvres, comme en témoignent les mobilisations paysannes, dont encore récemment sur l'abattage des bêtes en lien aussi, comme le MERCOSUR, avec les normes européennes.

L'accord comporte un point essentiel en débat depuis plus de dix ans : supprimer 92% des droits de douane sur les biens en provenance du Mercosur importés dans l'Union. Il prévoit des contingents de produits à droits réduits ou nuls dans le cas de l'alimentation, par exemple 99 000 tonnes de viande bovine au taux réduit de 7,5%. L'UE fait donc le choix de favoriser des importations qui ne respectent pas les normes imposées à ses propres producteurs, en créant cette gigantesque zone de libre-échange permettant un afflux massif de marchandises par des tarifs préférentiels pour les monopoles de l'UE, ainsi qu'en retour favoriser des afflux massifs de capitaux depuis l'UE vers l'Amérique latine dans le monde agricole. Entre les coûts de production des exploitations bovines françaises et brésiliennes, il y a un rapport d'un à deux. La viande bovine en provenance du Mercosur représente déjà 70% des importations européennes ; pour la volaille, c'est 50%.

Le MERCOSUR est un atout de taille pour les monopoles français dans cette situation, étant donné leur relative faiblesse face à d'autres impérialismes sur l'Amérique Latine, à l'exception du Brésil et de l'Argentine. En 2024, le Brésil accueillait 40 Milliards d'euros d'IDE français, 1 100 entreprises françaises générant 520 000 emplois et 61 Mds d'euros de profit, pour des échanges bilatéraux dépassant à peine 8 Mds d'euros (1er partenaire commercial de la France). La France est un partenaire historique du Brésil dans le domaine de la défense (1er ou 2ème fournisseur d'armes entre 2000 et 2021, programme de sous-marins conventionnels PROSUB, ou encore le Partenariat stratégique de 2006).

Paris cherche des leviers de coopération supplémentaires avec Brasilia, tel qu'un éventuel transfert de technologies pour développer un sous-marin nucléaire brésilien. L'armée brésilienne a des besoins capacitaires dans le domaine spatial, des obusiers automoteurs à roues, des hélicoptères moyens polyvalents, et de la marine, domaines dans lesquels les monopoles français sont puissants.

Cependant, l'influence chinoise au Brésil pose des questions de sécurité pour les industriels français (espionnage industriel). Cette influence chinoise est telle qu'elle lui confère un poids dans la fixation des prix de l'électricité au Brésil, un pouvoir d'ingérence dans la justice brésilienne, dans la fixation des normes, ou encore dans la collecte de données.

L'Argentine de Mileï, quant à elle, cherche de nouvelles alliances impérialistes, alors qu'elle réassure un taux d'exploitation brutale depuis quelques années, par une casse du travail et des droits syndicaux et politiques sans précédent. C'est dans un contexte de hausse des IDE français en Argentine (+43 % en un an, soit 7,6 Mds d'euros en 2024) qu'un mémorandum d'entente sur le secteur minier a été signé en 2025 l'an passé. Des perspectives de coopération existent également dans les domaines sécuritaire, énergétique, numérique, pharmaceutique, de la pêche, etc.

Rappelons que l'Amérique du Sud fournit à elle seule 15% de la production mondiale de pétrole, 5% pour le gaz, et qu'elle détient les principales réserves de minerais industriels (aluminium, cuivre, fer, etc.), dont 60 à 80% du lithium mondial, et des métaux rares (tungstène, cobalt, etc.). La Chine a massivement investi dans ces secteurs en leur ayant consacré la majorité de ses IDE pour la région, soit 75% dans les hydrocarbures, les minerais et l'énergie sur un total de 200 Milliards entre 2000 et 2024.

La France pourrait diversifier ses sources d'approvisionnement en hydrocarbures et en minerais, afin de réduire sa dépendance vis-à-vis des États arabes, du Maghreb et de la Chine. Dans la lignée de ce qui a été initié en Argentine (comme l'usine d'Eramet à Centenario), les entreprises françaises cherchent encore à s'implanter dans le secteur minier au Chili, au Pérou et en Argentine. Pourtant, il est clair qu'il s'agit de l'une des régions où nos monopoles sont le plus en difficulté.

L'Afrique et les territoires dits d'Outre-Mer, les monopoles français en lutte pour leur pré-carré

TotalEnergies a annoncé le 29 janvier dernier la reprise complète de son projet de gaz naturel liquéfié au Mozambique, interrompu depuis 2021 après des attaques djihadistes dans la province de Cabo Delgado, avec une production attendue en 2029. TotalEnergies indique que plus de 4000 travailleurs sont actuellement mobilisés sur le projet, dont plus de 3000 Mozambicains, et que jusqu'à 7000 emplois directs devraient être créés dans le pays pendant la phase de construction. Les contrats attribués aux entreprises locales devraient représenter plus de 4 milliards de dollars. Le groupe pétrolier et gazier français détient 26,5% du consortium Mozambique LNG. Le japonais Mitsui en détient 20%, la compagnie nationale mozambicaine ENH 15%, tandis que Bharat Petroleum, Oil India et ONGC Videsh possèdent chacun 10%. Les 8,5% restants sont détenus par le groupe thaïlandais PTTEP. Il faut rappeler que ce projet est déjà visé par des plaintes pour complicité de terrorisme et crimes de guerres avec les bandes djihadistes de la région, ainsi que pour la catastrophe écologique que le projet provoque. On peut souligner également l'importance du projet dans les renouvellements de la Françafrique : il permettra de continuer une implantation économique durable sur la côte Est du continent africain, aux côtés du Rwanda et des IDE français ainsi que de Djibouti, là où le Sahel a été plus délaissé face aux menées chinoises et américaines ainsi qu'aux différentes pressions populaires.

Pourtant, le Sahel lui-même semble donner des signes de retournement vers les monopoles français. Ainsi, le Tchad, qui avait pourtant rompu ces partenariats militaires avec la France en 2024, a organisé une rencontre à l'Élysée le 29 janvier. À l'issue de leur rencontre, les présidents français et tchadien se sont certes bien gardés de mettre en avant les questions militaires. Leur communiqué conjoint affirme « *l'ambition d'un partenariat revitalisé, fondé sur le respect mutuel et des intérêts partagés, notamment dans le domaine économique* ». Une mission du Medef est bien attendue au Tchad en mars, et un « Forum des affaires » à Paris en avril pour contribuer au plan national de développement intitulé « Tchad connexion 2030 ». Mais le soutien économique de Paris est vraisemblablement davantage recherché pour l'appui budgétaire et les négociations avec le FMI, voire avec des créanciers privés. Et en réalité, ce sont très certainement d'abord les questions sécuritaires - elles qui structurent les relations entre les deux pays depuis des décennies - qui ont poussé le Tchad à renouer avec la France. Le matériel militaire et l'aide financière des Émirats arabes unis (qui ont récemment promis 20 milliards de dollars

d'investissement dans le pays) ne sont plus aujourd'hui jugés suffisants pour conjurer de nouvelles menaces, principalement issue de la guerre au Soudan voisin.

Du côté du Congo, les accords de paix concernant la guerre civile au Kivu ont bien démontré ce que les précédentes notes de notre commission dévoilaient déjà : loin de signifier un arrêt de combat, l'accord permettait aux États-Unis de s'installer mieux dans cette région clef pour ses ressources minières. Ainsi, le 3 février 2026, Glencore, géant suisse du négoce de matières premières, annonce vouloir céder 40% de ses actifs miniers en République démocratique du Congo (RDC) à Orion CMC, un consortium public-privé américain créé en octobre 2025. Le même jour, Ivanhoe Mines, compagnie canadienne, déclare être disposée à fournir du zinc extrait de sa mine congolaise de Kipushi à la réserve stratégique Project Vault, lancée la veille par la Maison Blanche. Le 4 février, à Washington, le président congolais Félix Tshisekedi participait au sommet international sur les minerais critiques - ainsi qualifiés en raison du risque élevé de rupture et de l'absence de substituts viables -, puis, le lendemain, au « petit déjeuner de prière » annuel de la classe politique américaine au cours duquel M. Donald Trump le présentait comme un allié-clé. La guerre, qui a déjà fait des millions de morts et de déplacés, se poursuit pourtant et s'est même intensifiée depuis la signature des accords de Washington. Les combats opposent toujours l'armée congolaise au M23, soutenu par le Rwanda. Plus au nord, dans la province de l'Ituri, les forces démocratiques alliées (ADF), liées à l'Organisation de l'État islamique (OEI), ont aussi instauré un régime de terreur, une situation que les accords ne prennent pas en compte. Aucun des États en présence, Chine, USA, Rwanda comme Congo n'en veulent la fin, puisqu'elle est la condition même de l'extraction et du transport illégal, via le Rwanda et le Congo, de minéraux centraux comme le manganèse, le cuivre, le cobalt ou l'or. Ici, dans cette région clef de l'Afrique, la France est plus à la traîne, favorisant des partenariats économiques avec le Rwanda mais n'ayant pas de monopoles majoritaires dans l'extraction face aux géants chinois et américains.

Au contraire du continent africain où les positions françaises sont stabilisées, les territoires dits d'Outre-Mer sont l'occasion pour les monopoles français de mener une offensive néocoloniale visant à assurer la domination de nos monopoles sur chacun des territoires.

En Kanaky, la suite des accords de Bougival se veut rapide pour l'État, afin de bloquer toutes entraves populaires ou même électorales à l'accord colonial. Le 19 janvier 2026 fut ainsi annoncé un nouvel « *accord unanime* », selon la formule hallucinée du président de la République - oubliant commodément que le FLNKS reste à ce jour le seul représentant du peuple kanak reconnu au niveau international. Cet « accord Élysée-Oudinot » (la rue Oudinot, à Paris, accueillant le ministère des Outre-mer) est en fait un double accord qui vient compléter celui de Bougival - l'un sur le volet institutionnel (qui n'apporte pas grand-chose sur le fond), l'autre sur le volet économique. Ce dernier était le plus attendu (et a d'ailleurs été le plus commenté dans les médias par les différents signataires), la Kanaky se trouvant dans une situation économique et sociale dramatique. Une crise qui découle directement de la crise politique presque insurrectionnelle de 2024, dont l'État est sans conteste le premier responsable, et qui constitue aujourd'hui pour lui une aubaine qu'il entend bien ne pas laisser passer. Il dispose ainsi d'un exceptionnel moyen de pression - pour ne pas dire de chantage -, le gouvernement conditionnant tout plan de secours au territoire exsangue à la conclusion d'un accord politique. Dont acte : sauvetage des comptes sociaux, comme celui des retraites, de la santé ou encore de l'énergie, qui seront financés par la France pour l'année 2026 ; octroi d'une enveloppe supplémentaire de 150 millions d'euros à destination des collectivités et de 446 millions d'euros pour la filière nickel, en grande difficulté ; mise en place d'un plan d'effacement progressif de la dette colossale du territoire (que l'État a en fait largement contribué à creuser, notamment pendant la pandémie de Covid-19). Toutes ces mesures ajoutées dans l'accord de janvier 2026 à celui de Bougival constitue un moyen de pression, afin de faire miroiter l'amélioration d'une situation sociale désastreuse en échange du silence du peuple Kanak.

En plus de ce nouvel accord, c'est aussi une nouvelle loi passée récemment au Sénat en janvier 2026 qui vient assurer aux monopoles une domination accrue sur l'ensemble des territoires hors métropole : la loi PPL. La loi

visé à lever l'interdiction de recherche, d'exploration, et d'exploitation des gisements hydrocarbures dans les territoires ultra-marins. Cela conduirait, selon plus de onze associations, à un désastre écologique, mais aussi social, la question de l'usage des profits touchés par de tels giga-chantiers à Mayotte, en Guyanne, ou en Martinique par exemple n'étant évidemment pas abordée. Par cette loi, les monopoles démontrent leur volonté d'avancer vite et brutalement sur ces territoires, afin d'en préserver les intérêts immédiats, tout comme d'y construire des zones de matières premières clefs et indépendantes.

3) Quelques enjeux du mouvement communiste international, travaux de notre commission internationale

Quel internationalisme aujourd'hui ?

Depuis les bombardements états-uniens contre le Venezuela le 3 janvier 2026, la guerre déclenchée contre l'Iran, ainsi que le renforcement du blocus criminel contre Cuba socialiste, la rentrée 2026 a vu s'exacerber des contradictions au sein des organisations se réclamant du communisme en France. Ces contradictions, dans les conditions objectives d'un mouvement communiste encore faible et dispersé, portent non seulement sur la conception de l'impérialisme mais aussi concrètement sur les méthodes de luttes, d'organisations, et sur les mots d'ordre devant être portés dans une stratégie révolutionnaire anti-impérialiste.

Notre parti documente dans ce cadre, depuis maintenant des années, ce que nous nommons le « géopolitisme » : la réduction de l'impérialisme à une géopolitique extérieure entre Etats jugés « impérialistes », et ceux jugés « dominés », que ce second groupe soit nommé « Sud global », ou « monde multipolaire ». Une approche géopolitique de ce type mène la classe ouvrière à soutenir un Etat bourgeois contre d'autres sous différents prétextes, et obscurcit la lutte anticapitaliste dont cette classe est porteuse aujourd'hui en France, en toute indépendance de n'importe quels intérêts bourgeois. A cette première approche se renvoie aujourd'hui comme en miroir son opposé : un internationalisme abstrait, dont le paradigme est la défense des droits démocratiques et libertés des peuples en tout temps et en tous lieux de manière identique.

Nous pensons par exemple à la situation syrienne lors du siège de la ville de Kobané par le gouvernement bourgeois djihadiste d'HTS et à l'opération militaire contre le peuple kurde et autres minorités nationales. D'une part, nous trouvons ceux soutenant le Rojava, le mouvement national kurde, au prétexte d'une « révolution » ayant octroyé des droits démocratiques sans précédent dans une forme de « confédéralisme » vanté par le PKK lui-même. Ces positions passent donc sous silence les alliances objectives des forces du mouvement national kurde avec Israël et les USA lors de la guerre civile syrienne, et défendent un « socialisme » qui n'en a jamais été un. Nous pensons par exemple à l'exploitation internationale des ressources pétrolières dans cette région autonome. Les tenants du paradigme démocratique finissent par devenir complices de plans de dépeçage impérialistes, allant jusqu'à se réjouir du renversement du régime bourgeois d'Al-Assad comme d'une « révolution ». A un autre bout, les géopolitistes soutenaient le régime d'Al-Assad comme « anti-impérialiste » au prétexte de sa lutte contre les interventions étrangères US, françaises, ou états-uniennes, menant la classe ouvrière en France à ne pas voir le caractère bourgeois des rapports de productions syriens.

Le Venezuela constitue un second exemple. Les géopolitistes ont soutenu inconditionnellement le régime de Nicolas Maduro comme étant « progressiste », usant de la propagande des monopoles vénézuéliens à propos des « communes », d'une prétendue démocratie directe, afin de cacher là aussi le caractère bourgeois des rapports de production au Venezuela. De l'autre côté, les tenants du paradigme démocratique bourgeois appelant à un renversement du régime, à la menée d'une révolution dès l'enlèvement de Maduro, se rendaient par-là complices de l'intervention militaire et de la déstabilisation du pays.

Si ces deux approches se renvoient en miroir, c'est qu'elles s'opposent superficiellement sur un terrain commun. Le point commun est qu'aucune de ces deux conceptions ne réfléchissent selon la contradiction entre capital et travail, au cœur des rapports de production et des forces productives, contradiction entre classes bourgeoises et ouvrières, pour une réelle approche concrète, scientifique, donc marxiste-léniniste, des situations données. Cette contradiction, seul moteur des développements sociaux nationaux comme internationaux, se voit remplacée artificiellement par l'opposition entre pays « du nord », et « du sud », ou des « droits démocratiques », contre « l'autoritarisme ».

Dans la situation complexe de crise généralisée du système impérialiste mondial, la contradiction entre capital et travail se voit obscurcie dans de nombreuses situations, devenant difficilement visible, comme lors de l'intervention militaire au Venezuela ou en Syrie aujourd'hui. Pourtant, il s'agit de l'une des raisons d'être d'un parti d'avant-garde de la classe ouvrière de savoir comprendre les développements de cette contradiction, ces développements sous des formes complexes sur le plan politique, militaire et idéologique, afin de mieux orienter la classe qu'il prétend représenter.

A l'universalité de la contradiction antagonique, objective, faisant principe des organismes sociaux et leurs développements, répondent donc ensuite des formes particulières de contradictions reflétant la première et évoluant. La contradiction objective des rapports de production et des forces productives et ses reflets forment une totalité cohérente, une totalité organique en développement. Les contradictions historiques et sociales sont donc toujours, pour le Marxisme-léninisme, une contradiction objective étant le principe du développement de l'organisme social vers une forme supérieure, sa loi de développement, constituant un système complexe de contradictions non-antagoniques évoluant en un tout pouvant être analysé objectivement.

En ce sens, une intervention communiste concernant les différentes situations contemporaines ne peut pas se contenter de répéter que la lutte des classes serait « le plus important », ou que la contradiction entre capital et travail « remplace » celle des guerres contemporaines entre Etats ou de la lutte pour les droits démocratiques. Une intervention communiste comprend les guerres, la bataille démocratique, comme un développement d'une contradiction objective posant de nouveaux défis particuliers à la classe ouvrière dans ces luttes. **En lieu et place d'une question d'addition ou de suppression de contradictions au profit d'autres, la contradiction entre capital et travail doit être conçue comme celle qu'expriment toutes les autres, de manière parfois complexe et confuse.** Sans cette opération de reconstruction de la base sociale aux diverses formes qu'elle prend nationalement et internationalement, les communistes tombent dans le dogme ou la phrase, ne sachant incarner les principes théoriques en des analyses réelles et particulières.

Il nous faut être donc capable, comme communistes, non pas de répéter nos principes propres de façon fixe, mais de savoir les incarner dans une analyse concrète de chaque cas particulier : la Palestine, la question kurde, le Venezuela, ou encore l'Iran. Pour cela, ne jamais se fixer sur des alternatives imposées, mais intégrer chaque enjeu du moment en un tout formé par la contradiction objective et ce qu'elle produit de façon parfois confuse et difficile à démêler. L'exemple de la centralité de la rente pétrolière au Venezuela, afin de comprendre les tendances lourdes politiquement de cette nation, que notre parti promeut depuis les analyses du Parti Communiste du Venezuela, ainsi que notre long travail d'analyse singulier de l'histoire de la Palestine, sont des exemples de ce vers quoi doit tendre une analyse « concrète de la situation concrète », que préconisait Lénine. Sans des analyses rigoureuses et particulières de chaque situation et de ses enjeux, les débats au sein du mouvement ouvrier en France n'en reste qu'à des questions de principes ou de phrases.

A partir de cette analyse propre des communistes, il s'agit de construire des axes tactiques réels, que nous pouvons incarner en tant que militants et non de seules déclarations de principes, axes tactiques liés à l'objectif stratégique de la révolution. Les débats au sein du mouvement ouvrier doivent permettre de construire des mots d'ordre clairs, atteignables, permettant de redonner à la classe ouvrière la confiance en son propre

pouvoir pour la construction du socialisme. Les mots d'ordre de notre parti à propos des frontières de 1967 en Palestine en sont un exemple, en lieu et place de débats ne menant à aucun objectif réel dans les luttes de classes.

Il s'agit donc de tout un travail de fond demandant une réflexivité sur les formes idéologiques, politiques et sociales que prennent les débats au sein du mouvement ouvrier aujourd'hui sur l'anti-impérialisme. La défense de Cuba et de la RPDC, les guerres impérialistes contemporaines, les nouveaux plans de nos monopoles et de l'alliance euro-atlantique, constituent des défis contemporains pour les communistes, des défis ne pouvant être résolus par les seules oppositions de principes, mais dans la confrontation autour d'analyses singulières et de mots d'ordre tactiques justes ou non. Sans des débats de cette teneur, autour de faits et d'axes clairs, les différentes organisations se réclamant du communisme n'en resteront qu'aux différentes alternatives et cadres imposés par la classe dominante. On observe donc aussi **la centralité de la loi de l'inégalité de développement pour affronter les trotskystes comme les opportunistes, inégalité de développement des capitaux et forces productives dans le temps et dans l'espace.**

(La suite de ce rapport est interne au Parti Communiste Révolutionnaire de France)

